

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



ORANGE

ZAC du parc d'affaires des portes
27100 Val-de-Reuil

Références :
Code AIOT : 0005804966

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement ORANGE implanté ZAC du parc d'affaires des portes data center Normandie 2 27100 Val-de-Reuil. L'inspection a été annoncée le 13/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGE
- ZAC du parc d'affaires des portes data center Normandie 2 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0005804966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORANGE est autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2018 à exploiter un centre de calcul informatique sur la commune de Val de Reuil.

Le site est composé des datacenter ND1 et ND2. Le data-center ND1 a été mis en service en 2021.

L'établissement ORANGE est visé dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour ses activités de combustion.

La rubrique 3110 désigne la rubrique principale de l'établissement conformément à l'article R.515-61

du Code de l'environnement. Le BREF associé est le Bref LCP «Grandes Installations de combustion.»

L'inspection a été menée par sondage et n'a pas un caractère exhaustif. L'exploitant est seul responsable de l'exploitation du site et des suites qu'il donnera aux constats effectués.

Cette visite portait principalement sur la mise en service du bâtiment ND2 en référence à l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2018.

Les installations visitées sont le bâtiment ND2 et extérieur du site par sondage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : le récolement des prescriptions relatives au bâtiment ND2 suite à sa mise en service.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Analyse des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 3.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Protection contre la foudre- Entretien et vérification des installations	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 7.3.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 1.2.1	/	Sans objet
5	Installations électriques-vérification	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 7.2.3	/	Sans objet
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 2.1.3	/	Sans objet
7	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Auto-surveillance des eaux souterraines - cuves enterrées à double parois	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 9.2.4	/	Sans objet
9	Efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 10.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la réalisation des mesures de l'air, suite à la mise en service du bâtiment ND2, l'exploitant transmettra le rapport d'analyse des rejets atmosphériques du bâtiment ND2, sous 1 délai de 3 mois.

Concernant le risque foudre, l'exploitant veillera à réaliser périodiquement les tests des paratonnerres à dispositif d'amorçage pour s'assurer de leur bon fonctionnement conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant poursuivra la formalisation et mise à jour des consignes d'exploitation et plans du site dans le cadre de la mise en service du bâtiment ND2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : Par mail du 23/01/2023, l'exploitant a transmis le tableau de classement des rubriques ICPE applicables au site ORANGE Val de Reuil. Ce tableau reprend les éléments figurant dans le courrier du 24/12/2019 portant sur le datacenter ND1 et ND2. La situation administrative des rubriques du tableau du 23/01/2023 est identique à celle mentionnée dans le courrier du 24/12/2019. Il n'y a pas donc pas d'évolution de la situation administrative du site depuis le courrier du 24/12/2019.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Consistance du data-center ND2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le datacenter ND2 est composé des bâtiments suivants (projet) : <ul style="list-style-type: none">- un bâtiment informatique abritant six salles informatiques, des infrastructures techniques nécessaires au fonctionnement des équipements informatiques hébergés : à la fourniture d'une énergie électrique ininterrompible de haute qualité (dix-sept groupes électrogènes dont cinq de remplacement ne pouvant fonctionner simultanément avec les dix autres, batteries, etc.), à la climatisation des salles (CTA, groupes froids, etc.), et la protection incendie, ainsi qu'une zone logistique (locaux de stockage et de déballage du matériel informatique);- des locaux techniques électriques de distribution pour l'alimentation en énergie des salles;- des locaux techniques CTA pour la climatisation des salles informatiques. La construction envisagée sera réalisée en deux phases : <ul style="list-style-type: none">- une première phase qui correspondra à la construction du bâtiment informatique constitué de 6 salles. Cette première phase ne prévoit la mise en service que de 3 salles informatiques sur les 6 construites. Cette première phase verra la mise en service de 8 groupes électrogènes dont 6 pourront fonctionner simultanément. Les 3 autres salles et installations du Data Center ne seront pas aménagées.- Une deuxième phase, au cours de laquelle tous les 3 ou 4 ans, selon les besoins des clients d'Orange, une nouvelle salle informatique et ses installations annexes (groupes électrogènes, centrale de traitement d'air, groupes froid, etc.) seront mises en service. Il est prévu que le bâtiment informatique soit à 100% de sa capacité (i.e. 6 salles actives) vers 2030.
Constats : Le bâtiment ND2 a été réceptionné le 27/07/2021. L'exploitant a informé l'inspection de sa mise en service par courriel du 10/09/2021. A ce jour, 3 salles informatiques ont été construites et mises en service (les salles 100, 300 et 400).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Analyse des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques - ND2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures des rejets atmosphériques sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Une mesure des niveaux des rejets atmosphériques des installations doit être effectuée dans les 6 mois à compter de la mise en service des installations.
Constats : En séance, l'exploitant indique qu'il ne sait pas si la mesure des niveaux des rejets atmosphériques a été réalisée pour le bâtiment ND2.
Observations : Par courriel du 08/02/2023, l'exploitant indique qu'il doit programmer une visite avec la société en charge de réaliser les contrôles des rejets atmosphériques avant d'établir le devis pour de ces mesures pour le bâtiment ND2. Il précise être dans l'attente de la date de visite de la part de cette société. La société ORANGE procédera à la mesure des rejets atmosphériques suite à la mise en service du data-center ND2, sous 1 délai de 3 mois. Dans ce cadre, elle transmettra le rapport d'analyse des rejets atmosphériques, suite à la mise en service du bâtiment ND2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 4 : Protection contre la foudre- Entretien et vérification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 7.3.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et vérification foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : <u>Bâtiments ND2 et ND1</u> L'inspection a consulté les rapports de vérification foudre du 03/05/2022 pour les data-center ND1 et ND2 (vérification complète). L'inspection note que les tests des paratonnerres à dispositif d'amorçage n'ont pas été réalisés depuis 2018 pour le data-center ND1, en l'absence d'appareil fourni par l'exploitant lors des vérifications complètes. <u>Bâtiment ND2</u> Le rapport de vérification foudre de 2022 pour le bâtiment ND2 (vérification non réglementaire) conclut à des observations notamment sur la mise à jour du carnet de bord et l'accessibilité des compteurs foudre pour le bâtiment ND2.
Observations : <u>Data-center ND2 et ND1</u> Sous un délai de 3 mois après la transmission de ce rapport de visite, l'exploitant procédera à la réalisation des tests des paratonnerres à dispositif d'amorçage. Il justifiera de la réalisation des tests. L'inspection rappelle à l'exploitant que les PDA doivent être testés de façon périodique pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans le temps. <u>Bâtiment ND2</u> L'exploitant mettra à jour le carnet de bord et s'assurera qu'il dispose d'une notice de vérification et de maintenance pour l'ensemble des bâtiments. Cette notice est à mettre à disposition du vérificateur foudre lors des contrôles périodiques. Concernant l'ensemble des compteurs foudre installés sur le site, l'exploitant s'assurera de leur accessibilité pour le suivi dans le temps des impacts foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 5 : Installations électriques-vérification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant procède à la vérification périodique des installations électriques. Les dernières vérifications annuelles des installations électriques ont eu lieu du 23/09/2021 au 12/10/2021 et du 12/09/2022 au 06/10/2022. L'inspection a consulté les attestations Q18 de 2022 et 2021 découlant de ces contrôles de 2021 et 2022.
Observations : C.f : partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation du data-center ND2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose de consignes d'exploitation pour le site.
Observations : c.f : partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les raccordements de l'établissement au réseau public d'adduction d'eau potable doivent être munis de disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable afin d'éviter les retours de substances dans ce réseau. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.
Constats : L'exploitant procède au contrôle de maintenance annuel des disconnecteurs.
Observations : c.f : partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Auto-surveillance des eaux souterraines - cuves enterrées à double parois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique visuel des cuves enterrées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Concernant l'auto-surveillance des eaux souterraines, l'exploitant procède à une évaluation systématique du risque de pollution à travers: un système de détection permanente de fuite, mis en place sur les cuves enterrées à double parois. Ce système est testé et inspecté tous les 5 ans par une société accréditée par le COFRAC ; un contrôle visuel des cuves est réalisé tous les 6 mois ; les canalisations entre les cuves et les groupes sur le bâtiment ND1 sont en caniveaux étanches et seront à double parois et supervisées sur le bâtiment ND2. Les zones d'empotage sont sur rétentions et les évacuations d'eaux pluviales sont équipées de coffret Exostop permettant d'obturer les réseaux par un système de gonflement de boudruches. Ce système est testé annuellement par les équipes. L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des contrôles précédemment cités. En cas d'anomalie détectée, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets. Suivant les résultats des contrôles, l'inspection pourra imposer la mise en place d'un réseau de piézomètres et la réalisation d'analyses des eaux souterraines. L'exploitant réalisera alors une étude d'implantation qui sera soumise à l'inspection des installations classées avant la réalisation des travaux. Les résultats des contrôles et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a consulté les derniers rapports de contrôle visuel du système de détection de fuite mis en place sur les cuves enterrées à double parois pour le bâtiment ND2. Ces contrôles ont eu lieu le 17/06/2022 et 12/12/2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 10.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, bilan annuel énergétique pour le data-center ND2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations. A ce titre, une analyse des consommations mensuelles par poste énergétique : électricité, gaz naturel, fuel domestique, ... est réalisée. La consommation est ensuite rapportée à une unité représentative de l'activité de l'établissement, et fait l'objet d'un bilan annuel. Un plan d'actions de réduction est élaboré en fonction des potentialités d'optimisation.</p> <p>L'exploitant fait réaliser selon la périodicité réglementaire appropriée par une personne compétente un examen de ses installations et de leur mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin d'en accroître l'efficacité énergétique. Cet examen doit, entre autres, porter sur l'isolation thermique, le chauffage, la réfrigération, la ventilation, l'éclairage et la production des utilités : eau chaude, vapeur, air comprimé,... Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Le premier examen devra intervenir au plus dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : C.f : partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet